

# MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

---



Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale

---

Réalisation d'audits au sein des URSSAF

---

## Appel d'Offres Ouvert

N° de procédure : P2529-AOO-DAPS

Règlement de la Consultation commun aux deux lots

Date et heure limites de réception des offres

**Le 13/03/2026 à 13h30**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 2 – PROCEDURE, FORME ET DUREE DU MARCHE PUBLIC .....	3
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT .....	4
ARTICLE 4 – GROUPEMENT.....	4
ARTICLE 5 – VARIANTES .....	4
ARTICLE 6 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	4
ARTICLE 7 – MODALITES FINANCIERES.....	4
ARTICLE 8 – JUGEMENT DES OFFRES .....	5
ARTICLE 9 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	7
ARTICLE 10 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	9
ARTICLE 11 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	10
ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	10
ARTICLE 13 – AUTRES INFORMATIONS .....	11
ARTICLE 14 – CONFLIT D’INTERETS.....	11
ARTICLE 15 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	11

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente procédure a pour objet la fourniture, pour le compte de l'Agence centrale des organismes de Sécurité Sociale (ACOSS, Urssaf Caisse nationale) et du réseau des Urssaf, métropolitaines comme ultramarines, de prestations d'audits sur leurs activités et processus.

## ARTICLE 2 – PROCEDURE, FORME ET DUREE DU MARCHÉ PUBLIC

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

La présente procédure a fait l'objet :

- d'un avis d'appel public à la concurrence publié au Journal Officiel de l'Union Européenne ;
- d'un avis d'appel public à la concurrence publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics ;
- d'un avis d'appel public à la concurrence publié sur le site Internet <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette procédure est centralisée par l'ACOSS pour le compte des organismes locaux de la branche du Recouvrement.

Cette coordination des besoins est prévue par l'article L. 224-12 du Code de la Sécurité Sociale, aux termes duquel « *Les caisses nationales, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale et l'Union des caisses nationales de sécurité sociale peuvent passer, pour leur propre compte, celui des organismes locaux et celui des agences régionales de santé, des marchés ou des accords-cadres* ».

L'accord-cadre est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commandes conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations seront réglées par application de prix unitaires et forfaitaires pour le lot 1, de prix forfaitaires pour le lot 2 indiqués dans le cadre de réponse financier.

L'accord-cadre est conclu, conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, sans montant minimum.

Toutefois, pour le lot 1, l'accord cadre est conclu avec un montant maximum de 3 537 000 € HT / 4 246 000 € TTC sur sa durée totale (toutes reconductions comprises). A titre informatif, le montant estimé sur toute la durée de l'accord cadre (reconductions comprises) est de 2 948 000 € HT / 3 539 000 € TTC. Il s'agit d'une estimation financière donnée à titre indicatif qui ne constitue pas un engagement contractuel.

Pour le lot 2, l'accord cadre est conclu avec un montant maximum de 142 000 € HT / 171 000 € TTC sur sa durée totale (toutes reconductions comprises). A titre informatif, le montant estimé sur toute la durée de l'accord cadre (reconductions comprises) est de 136 000 € HT / 164 000 € TTC. Il s'agit d'une estimation financière donnée à titre indicatif qui ne constitue pas un engagement contractuel.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an ferme à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit 3 fois pour la même durée de 1 an sans que la durée totale de l'accord-cadre puisse excéder 4 ans.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

En cas de non-reconduction de l'accord cadre, le titulaire en est informé par courrier recommandé avec réception avec un préavis de trois mois.

L'ACOSS se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

### ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

La présente procédure est allotie de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	Audit interne ordonnateur, prestations externes d'audits en soutien de l'activité de la sous-direction de l'audit national (Sdan) de la Direction de l'Audit, du Pilotage et de la Stratégie (Daps)
2	Audit en vue de la validation des comptes de l'URSSAF Caisse nationale (DCF)

**Le présent règlement de la consultation est commun aux deux lots.**

### ARTICLE 4 – GROUPEMENT

Le candidat peut se présenter seul ou sous forme de groupement (groupement solidaire ou conjoint).

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise des candidatures et la signature de l'accord-cadre.

L'entreprise mandataire ne peut représenter en cette qualité plus d'un groupement pour un même accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter pour un même accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et membre d'un groupement ou de plusieurs groupements.

### ARTICLE 5 – VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

### ARTICLE 6 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier doit être téléchargé à l'adresse Internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

### ARTICLE 7 – MODALITES FINANCIERES

#### 7.1 – CONDITION ET MODE DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT

Paiement par virement dans un délai de 30 jours à compter de la réception des factures. Financement sur fonds propres et dépense inscrite au budget.

Sauf refus du titulaire, une avance sera versée au titulaire dans les conditions fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

#### 7.2 – UNITE MONETAIRE

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire de compte suivante : l'euro.

La monnaie de paiement et d'exécution du marché sera aussi l'euro.

## ARTICLE 8 – JUGEMENT DES OFFRES

### 8.1 – RESPECT DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que l'offre doit être conforme au dossier de consultation et notamment au Cahier des Clauses Techniques Particulières. Ces documents ne peuvent être modifiés ou faire l'objet de réserves sous peine d'irrégularité de l'offre.

L'attention des concurrents est également attirée sur le fait que toute offre incomplète sera également jugée irrégulière.

### 8.2 – CRITERES DE CHOIX DES CANDIDATURES ET OFFRES

#### 8.2.1 – Jugement des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'ACOSS constate que les pièces mentionnées à l'article 9 ci-dessous sont absentes ou incomplètes, elle peut demander aux candidats concernés de produire, compléter ou expliquer ces pièces dans un délai approprié qui sera fixé par l'ACOSS (article R. 2144-6 du Code de la commande publique).

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique, et/ou qui ne produisent pas, ne complètent ou n'explicitent pas, à la suite d'une demande de l'ACOSS, les pièces mentionnées à l'article 9-1 ci-dessous dans le délai imparti, seront éliminés (article R. 2144-7 du Code de la commande publique).

Les candidatures admises sont examinées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites.

Compte tenu de l'objet du marché, toutes les références et garanties requises au titre de la candidature constituent des critères de sélection des candidatures de valeur égale.

#### 8.2.2 – Jugement des offres

Pour chaque lot, le jugement des offres et le choix du titulaire se feront en tenant compte des critères suivants :

##### 1. Valeur technique (50%), jugée au travers :

Sous critères techniques	
<b>Sous critère 1 – Appropriation du contexte URSSAF et la reformulation des enjeux - pondérée à 40%</b> Ce sous-critère est jugé sur les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- Identification et compréhension des enjeux assuranciers de l'Urssaf</li><li>- Déontologie</li></ul>	40%
<b>Sous critère 2 – Adéquation de la méthodologie proposée aux besoins exprimés - pondérée à 35%</b> Ce sous-critère est jugé sur les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- Méthodologie proposée cohérente et adaptable aux exigences de l'Urssaf, et exemples de livrables d'un référentiel d'audit, de prédiagnostic et de rapport (anonymisés autant que de besoin)</li><li>- Présentation de certificats, accréditations, assermentations sur les champs auditables</li><li>- Dispositif de protection des données</li></ul>	35%

<p><b>Sous critère 3 - Qualité et pertinences de profils affectés à la réalisation des prestations – pondérée à 15%</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation de CV (formation et expérience) d'intervenants pressentis pour intervenir dans le cadre de missions : auditeurs, directeur de projet, auditeurs SI</li> <li>- Capacité à répondre à des commandes parallèles</li> <li>- Dispositif de gestion de viviers de profils apte à faire face au turn-over</li> </ul>	<p><b>15%</b></p>
<p><b>Sous critère 4 - Qualité et pertinence du dispositif d'interlocution et de reporting proposé au regard des attentes formulées – pondérée à 10%</b></p> <p>Ce sous-critère est jugé sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Modalités de gouvernance du marché proposées avec indication d'un interlocuteur unique</li> <li>- Dispositif de de suivi et d'avancement des travaux</li> <li>- Proposition de benchmarks</li> </ul>	<p><b>10%</b></p>

## 2. Prix des prestations (40%)

L'analyse du prix sera effectuée sur la base d'un cadre de réponse financier, ainsi qu'un détail quantitatif estimatif.

**Si une ou plusieurs offres s'avéraient irrégulières, inappropriées ou inacceptables, celles-ci seraient rejetées.**

**Toutefois, l'ACOSS pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés, dans un délai approprié fixé dans la lettre d'invitation à la régularisation, à régulariser leur offre si celle-ci est irrégulière, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et que cela ne modifie pas les caractéristiques substantielles de l'offre.**

## 3. Qualité et pertinence des dispositions mises en place par le candidat dans le cadre de la démarche ESG (10%)

Le critère ESG (politique environnementale – gouvernance et sociale du prestataire) a pour objectif de contrôler l'investissement du futur prestataire dans sa politique RSO, ce dernier est découpé en trois sous-critères qui seront contrôlés via **un questionnaire ESG. La réponse aux critères cités ci-dessous doit être en lien avec les prestations d'audit du marché :**

- **Politique environnementale (pondéré à 30 %) :**

Présentation de l'engagement du candidat sur l'axe environnemental,  
Présentation d'une politique environnementale en faveur du "numérique responsable".

- **Gouvernance de la société (pondéré à 30 %) :**

Suivi des évolutions réglementaires et de la politique de formation appliquée,  
Politique de cybersécurité et de protection des données.

- **Politique sociale (pondéré à 30 %) :**

Implication dans l'insertion des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap ;  
Le respect des exigences éthiques (lutte contre les discriminations, promotion de l'égalité femme-homme, etc.) ;  
La performance dans la protection et la formation des salariés ;  
Les dispositifs et moyens de lutte contre le travail illégal.

- **Amélioration continue des engagements ESG au cours de la prestation (pondéré à 10%) :**

Présentation d'une proposition de plan de progrès adaptée au marché, comme décrit à l'article 19.04 du CCAP.

## ARTICLE 9 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation est le français. Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

### ➤ **Pièces concernant la candidature**

#### **Situation juridique – Références requises**

1. Les déclarations, certificats et attestations prévus à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :
  - a) une lettre de candidature mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et précisant si ce groupement est conjoint ou solidaire. Dans ce dernier cas, la lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres ;

- b) une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par la personne habilitée à l'engager, pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique ;
- c) si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

### **Capacité économique et financière – Références requises**

- 2. une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services auxquels se réfère l'accord-cadre au cours des trois derniers exercices disponibles;

### **Capacité professionnelle et technique – Références requises**

- 3. Une présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- 4. une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années ;
- 5. les certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des services par des références à certaines spécifications techniques. Le pouvoir adjudicateur acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces désignées ci-avant. Par ailleurs, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (lien de sous-traitance ou autres liens), ce dernier produit pour chaque opérateur présenté, les documents visés ci-dessus ainsi qu'un engagement écrit de ces dits opérateurs.

NB : Les éléments demandés ci-dessus peuvent être communiquées au moyen des imprimés téléchargeables à l'adresse Internet suivante : [www.minefe.gouv.fr/themes/marches\\_publics/formulaires/index.htm](http://www.minefe.gouv.fr/themes/marches_publics/formulaires/index.htm)

### **➤ Pièces concernant l'offre**

- 1. L'acte d'engagement du lot concerné et ses annexes dûment complété, daté et signé ;
- 2. L'offre financière du candidat constituée du cadre de réponse financier, pour le lot concerné, dûment complétée et accompagnée du scénario de commande pour le lot 1 ;
- 3. L'offre technique du candidat constituée du mémoire technique, pour le lot concerné, dûment complétée, qui devra comporter les éléments suivants :

#### **Partie 1 : Appropriation du contexte Urssaf et reformulation des enjeux :**

- Identification et compréhension des enjeux assuranciers de l'Urssaf
- Déontologie
- Engagements pris en matière de RSO

#### **Partie 2 : Adéquation de la méthodologie proposée aux besoins exprimés**

- Méthodologie proposée cohérente et adaptable aux exigences de l'Urssaf, et exemples de livrable
- Présentation de certificats, accréditations, assermentations sur les champs auditables
- Dispositif de protection des données

#### **Partie 3 : Qualité et pertinences de profils affectés à la réalisation des prestations**

- Présentation de CV (formation et expérience) d'intervenants pressentis pour intervenir dans le cadre de missions : auditeurs, directeur de projet, auditeurs SI
- Capacité à répondre à des commandes parallèles

N° P2529-AOO-DAPS

Réalisation d'audits au sein de la branche du recouvrement  
Règlement de la consultation



- Dispositif de gestion de viviers de profils apte à faire face au turn-over

**Partie 4 : Qualité et pertinence du dispositif d'interlocution et de reporting proposé au regard des attentes formulées**

- Modalités de gouvernance du marché proposées avec indication d'un interlocuteur unique
- Dispositif de supervision des travaux
- Proposition de benchmarks

**4. Le questionnaire ESG dûment complété.**

Le candidat peut décider de communiquer tout autre document qu'il estime utile à la bonne compréhension de son offre.

L'acte d'engagement et de ses annexes ainsi que les cadres de réponse, seront complétés, datés et signés par les représentants qualifiés de l'entreprise candidate.

En cas de groupement, l'accord-cadre constituant l'offre des candidats est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour les représenter. Dans ce dernier cas, la convention de groupement devra être jointe au dit acte d'engagement.

**ARTICLE 10 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES**

**Les candidatures et les offres devront être déposées par voie électronique**, conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique.

Le dépôt de l'offre et de la candidature devra se faire via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, dans un seul et même fichier, pour la procédure « **N° P2529-AOO-DAPS / Lot numéro .... - Réalisation d'audits au sein des URSSAF** ».

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Les dossiers remis sur la plate-forme de dématérialisation après la date et l'heure limites de réception des offres ne seront pas retenus.

Lorsque le pouvoir adjudicateur détecte dans un document transmis par voie électronique un programme informatique malveillant (virus), il procède selon les modalités fixées dans les textes visés ci-dessus. Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Pour la conclusion et la notification du marché, l'offre transmise par voie électronique sera re-matérialisée par le pouvoir adjudicateur sous format papier.

**Copie de sauvegarde :**

**La transmission des documents sur un support physique électronique n'est pas autorisée, sauf à titre de copie de sauvegarde du pli déposé par voie électronique selon les modalités définies par l'arrêté du 22 mars 2019, modifié par arrêté du 14 avril 2023, fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde et précisées ci-dessous.**

**Ainsi, le candidat peut envoyer en parallèle de son pli dématérialisé, et avant la date limite de remise de l'offre fixée en première page du présent document, une copie de sauvegarde de ce pli sur support papier ou sur support physique électronique ou par voie électronique.**

**La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévues par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique), à savoir notamment :**

- L'identité de l'acheteur et de l'opérateur économique est déterminée ;
- L'intégrité des données entre le dépôt de la copie de sauvegarde et son extraction de l'outil est garantie ;
- L'heure et la date exactes de la réception sont déterminées avec précision (horodatage qualifié au sens du règlement eIDAS) ;
- La gestion des droits permet d'établir que lors des différents stades de la procédure de passation du marché, seules les personnes autorisées ont accès aux données ;
- Le dépôt de la copie de sauvegarde donne lieu à l'envoi d'un accusé de réception électronique à l'acheteur public portant les mentions suivantes :
  - o L'identification de l'opérateur économique auteur du dépôt ;
  - o Le nom de l'acheteur ;
  - o L'intitulé et l'objet de la consultation concernée ;
  - o La date et l'heure de réception des documents ;
  - o La liste détaillée des documents transmis.

Il est conseillé aux candidats de transmettre la copie de sauvegarde électronique sur un outil distinct du profil acheteur de l'Acoss pour qu'il puisse fonctionner lorsque ce dernier dysfonctionne.

Ainsi, le candidat peut utiliser la Lettre recommandée électronique (à savoir un des produits et services qualifiés pour la France ou pour l'Europe : <https://www.ssi.gouv.fr/liste-produits-et-services-qualifies> ou <https://eidas.ec.europa.eu/>), ou tout autre service respectant les exigences de l'annexe 8 du Code de la commande publique. Il est rappelé que la transmission de la copie de sauvegarde par messagerie électronique n'est pas autorisée dans la mesure où elle ne respecte pas ces exigences.

Le candidat doit indiquer à l'ACOSS les modalités de récupération gratuites de la copie de sauvegarde électronique directement dans l'outil choisi par le candidat.

La copie de sauvegarde transmise sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "LOT... - P2529-AOO-DAPS- AUDIT AU SEIN DES URSSAF" — copie de sauvegarde ».

Elle pourra être remise soit contre récépissé du lundi au vendredi entre 9h30 et 12 heures et entre 14 heures et 17 heures à l'adresse suivante : ACOSS – Département achats marchés – 36 rue de Valmy 93100 Montreuil. Si elle est envoyée par la poste, elle devra l'être par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse ci-dessus.

L'ouverture du pli contenant la copie de sauvegarde par le pouvoir adjudicateur interviendra dans les conditions fixées par les textes visés ci-avant.

Si la copie de sauvegarde ne respecte pas les conditions précisées plus haut, elle ne pourra pas être ouverte.

#### **ARTICLE 11 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de six mois à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

#### **ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire une demande en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les renseignements complémentaires sur le dossier de consultation sont communiqués par le pouvoir adjudicateur sur demande des opérateurs économiques 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres. Les candidats adressent leur demande par écrit 10 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des offres.

Des compléments au dossier de consultation pourront être apportés par l'ACOSS à l'ensemble des soumissionnaires 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des offres.

#### **ARTICLE 13 – AUTRES INFORMATIONS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique, les données suivantes concernant le ou les titulaire(s) retenu(s) seront publiées sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr> :

- Nom du ou des titulaire(s) ;
- Numéro(s) d'inscription du ou des titulaires au répertoire des entreprises et de leurs établissements, prévu à l'article R. 123-220 du code de commerce, à défaut le numéro de TVA intracommunautaire lorsque le siège social est domicilié dans un État membre de l'Union européenne autre que la France ou le numéro en vigueur dans le pays lorsque le siège social est domicilié hors de l'Union européenne ;
- Montant et principales conditions financières du marché ;
- Durée du marché ;
- Lieu d'exécution principal des services ou des travaux objet du marché.

Les candidats sont invités à préciser au pouvoir adjudicateur si certaines données communiquées par ses soins sont couvertes par un secret relatif, et notamment par le secret des affaires au sens de la loi n°2018-670 du 30 juillet 2018. Toute demande afférente fera l'objet d'un examen par l'ACOSS pour mise en place de mesure de protection éventuelle si par cas :

- le caractère secret est confirmé eu égard aux dispositions légales qui s'y rapportent ;
- une atteinte potentielle à ce caractère secret apparaît probable et nécessite la mise en place des mesures susmentionnées".

#### **ARTICLE 14 – CONFLIT D'INTERETS**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent produire une attestation sur l'honneur pour justifier qu'ils n'entrent pas dans un cas de situation de conflits d'intérêts, telle que visée à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique.

Avant la notification du marché, le titulaire doit également remplir et transmettre une déclaration d'absence de conflits d'intérêts, conformément au modèle qui lui aura été adressé. Cette attestation aura valeur contractuelle, conformément à l'article 23 du CCAP.

Le titulaire s'engage, tout au long de l'exécution du marché, à mettre à jour sa déclaration d'intérêts et éviter toute situation de conflit d'intérêts.

#### **ARTICLE 15 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation des entreprises comporte les documents suivants :

- un acte d'engagement pour chaque lot;
- un cadre de réponse financier pour chaque lot;
- un scénario de commande pour le lot 1;
- un cadre de réponse technique pour chaque lot;
- un cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux deux lots ;
- un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour chaque lot et ses 2 annexes ;
- le présent règlement de la consultation, commun aux deux lots
- le questionnaire ESG commun aux deux lots.